



EN SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE D'IRAN

L'AFT (American Federation of Teachers), un syndicat professionnel des Etats-Unis représentant 1,8 million d'enseignant.es, d'infirmiers.es, de travailleurs/euses de la santé et d'employé.es publics, élève sa voix collective en soutien au peuple iranien, qui lutte courageusement dans les rues de son pays pour la liberté, la justice et les droits humains fondamentaux, et affronte avec bravoure un régime autoritaire et théocratique.

Alors que nous assistons à la répression brutale infligée par ce régime aux syndicalistes et au peuple d'Iran, nous soutenons l'appel sincère du Conseil de coordination des associations syndicales d'enseignant.es iranien.nes pour : la reconnaissance d'un droit légitime de manifester ; la fin immédiate de la violence d'État contre les manifestant.es et la libération de ceux/celles qui ont été arrêté.es et détenu.es ; la mise en œuvre de politiques visant à remédier aux conditions économiques et politiques à l'origine des manifestations : pauvreté intense, chômage généralisé, inflation galopante et corruption gouvernementale omniprésente.

Comme tous les peuples, les Iranien.nes ont le droit démocratique à l'autodétermination, libre de toute influence ou contrôle étranger. L'AFT s'oppose à toute intervention militaire des États-Unis ou autres puissances étrangères ; une invasion ne pourrait que renforcer la cause des théocrates autoritaires au sein de l'État iranien, et retarder le jour où les Iranien.nes seront enfin libres et capables de se gouverner eux/elles-mêmes.

Les manifestations dans les rues d'Iran sont le résultat d'années de négligence, de difficultés et de souffrances, que l'on doit imputer aux dirigeants du pays, et à leurs politiques égoïstes visant à l'enrichissement personnel.

Ce régime a répondu aux protestations par une violence des plus horribles. Ses forces ont tiré directement et sans avertissement sur des manifestations pacifiques, massacrant manifestant.es et passant.es. Les organisations internationales de défense des droits humains signalent que le nombre de victimes civiles ne se compte pas par centaines, mais par dizaines de milliers. Pour faciliter ses massacres de manifestant.es, le régime a cherché à restreindre la communication et à limiter le flux d'informations en instaurant une quasi-coupure totale d'internet. Les tueries et la négation des droits humains fondamentaux doivent cesser immédiatement.

Les syndicats d'enseignant.es iranien.nes participent activement aux manifestations actuelles, et de nombreux membres et dirigeant.es ont été incarcéré.es dans les prisons les plus tristement célèbres d'Iran. En conséquence, des centaines d'enseignant.es ont été harcelé.es et interrogé.es sur des accusations infondées et fausses ; des centaines d'autres ont subi des réductions de salaire, ont été suspendu.es de leur travail, contraint.es de prendre leur retraite ou purement et simplement licencié.es.

Abdollah Rezaei — enseignant à la retraite, membre du conseil d'administration du CCITTA¹ et secrétaire général de l'Association des enseignants de Harsin — est un syndicaliste enseignant

Iranien qui a été victime de cette répression. Rezaei a été arrêté par les autorités iraniennes lors des manifestations dans la province de Kermanshah, et transféré dans un lieu tenu secret, rejoignant des dizaines d'autres syndicalistes emprisonné.es.

L'AFT exige la libération immédiate de Rezaei, ainsi que celle de tous les syndicalistes détenu.es.

Alors que le peuple iranien proteste contre la répression de son propre régime, il doit également faire face à la menace de guerre venant du président Trump. Sans même consulter le Congrès, ni obtenir l'autorisation requise par la Constitution et la législation américaines, Trump s'est livré à une gesticulation militaire irresponsable à l'égard du régime iranien. Cette posture laisse les Iranien.nes — dont des millions ont protesté contre le régime actuel — pris en étau entre une répression violente dans leur propre pays et la menace de mort venue de missiles étrangers. Au moment même où Trump menaçait de se lancer dans une guerre, le gouvernement américain expulsait des familles iraniennes ayant fui le régime en place, y compris un couple homosexuel qui risque en Iran la persécution, voire pire.

Le gouvernement des États-Unis doit offrir refuge et soutien aux citoyen.nes iranien.nes et à la société civile — et non des bombes.

L'AFT se tient aux côtés du Conseil de coordination des associations syndicales des enseignant.es d'Iran (CCITTA), et de tous/toutes les Iranien.nes issu.es des différents secteurs de la société, qui résistent courageusement à la répression actuelle. Le peuple iranien, et lui seul, a le droit de déterminer son avenir. Sa lutte pour les droits humains, les droits des travailleurs/euses, et pour une société démocratique et juste est aussi la nôtre.

L'AFT travaillera avec l'Internationale de l'Education, l'Internationale des services publics, ses alliés syndicaux internationaux et les organisations locales de la société civile iranienne afin d'exprimer sa solidarité envers les éducateurs/trices et les syndicalistes d'Iran.

Le Conseil exécutif de la Fédération américaine des enseignant.es (AFT)

18 février 2026

1 CCITTA : Conseil de coordination des associations syndicales des enseignant.es d'Iran